

Pérou : les peuples amazoniens, bastions de la résistance

Le 9 avril dernier, les communautés amazoniennes du Pérou ont commencé ce qu'ils appellent « une grève indéfinie » dans toute l'Amazonie péruvienne. Cette mesure a été prise parce que le Congrès de la République n'a pas révisé les six décrets considérés comme préjudiciables pour les peuples indigènes. Il s'agit des décrets émis par l'exécutif dans le cadre de l'adoption du Traité de libre-échange avec les États-Unis, lesquels impliquent l'imposition d'industries aussi destructives que l'extraction minière, l'exploitation pétrolière et l'afforestation.

La Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) a estimé que les décrets en question portent atteinte aux droits des peuples indigènes amazoniens [1], et le Congrès de la République a approuvé le rapport d'une commission spéciale qui recommande d'en déroger quelques-uns [2].

La grave menace que représente la « mise en vente » de l'Amazonie se reflète dans un des exemples mentionnés par l'expert Roger Rumrill : « Le projet pétrolier pour le Lot n° 176, d'un million et demi d'hectares, installera 18 lignes sismiques, construira 166 héliports, dégagera 1944 zones de décharge et établira 166 campements. Ce projet engloutira complètement la Réserve communale Amarakaï et s'étendra sur les zones tampon des parcs nationaux de Manu et de Bahuaja-Sonene, ainsi que sur la réserve de Tambopata-Candamo. C'est dire qu'il affectera gravement une des zones les plus riches en diversité biologique de la planète » [3]. Or, malgré les protestations, le président Alan García a autorisé l'entreprise Perenco à investir deux milliards de dollars en activités pétrolières dans le Lot n° 67, situé à Loreto [4].

Les protestations ont démarré en juillet de l'année dernière (cf. Bulletin n° 132 du WRM) mais elles ont été suspendues par la suite, parce que le Congrès s'est engagé à s'occuper de la revendication. Pourtant, d'après les déclarations des dirigeants d'AIDSEP, « loin de tenir sa promesse, le pouvoir législatif a approuvé la Loi 29317 qui modifie et ajoute plusieurs articles au décret 1090, dénommé Code forestier et de la faune sauvage » [5]. Ainsi, les mobilisations ont repris.

Dans une communication directe, l'organisation Grufides nous signale que « les conflits socio-écologiques ont grandi dans le pays. À Cajamarca, l'industrie minière est la source de disputes innombrables qui deviennent de plus en plus violents à cause de l'impunité dont bénéficient ceux qui exercent le pouvoir. Quand l'eau de centaines de paysans est affectée, comme dans le cas du canal Quilish, à Porcón, les paysans sont dénoncés et pénalisés, tandis que l'entreprise minière responsable ne reçoit aucune sanction. À Choropampa, San Juan et Magdalena, des milliers de paysans ont été empoisonnés par du mercure mais, aujourd'hui encore, ils réclament des solutions à leurs problèmes de santé que personne ne leur donne, ni l'État ni l'entreprise responsable de cet accident si grave. Dans la province de San Marcos, deux professeurs, un conseiller régional et sept agriculteurs pourraient aller en prison les prochains jours pour avoir protesté contre une entreprise minière brésilienne qui a même embauché des délinquants pour menacer les leaders des paysans organisés. La loi menace les paysans qui défendent leurs droits, tandis que les responsables des entreprises restent impunis et bénéficient de l'appui des autorités à tous les niveaux du gouvernement. La plus grande grève de l'histoire du Pérou a lieu en Amazonie depuis quelques semaines ».

Servindi rapporte que des indigènes quichuas et arabelas ont empêché la navigation sur les fleuves Napo et Curaray pour protester contre la non-application du document signé par les autorités et l'entreprise pétrolière Repsol [6]. AIDSEP aussi a rapporté les diverses mobilisations de centaines d'indigènes, de paysans et de membres de la société civile qui sont parties de différents endroits de la région : des bassins des fleuves Santiago, Cenepa et Santa María de Nieva, ils ont marché pour protester contre les entreprises minières et pétrolières qui prétendent s'emparer de leurs territoires. Une

barricade de troncs et de pierres a été construite au kilomètre 46 de la route qui relie Yurimaguas et Tarapoto. Les membres des communautés autochtones de la région San Martín ont fermé la route Fernando Belaúnde Terry à la hauteur du kilomètre 5, dans le secteur de Maronilla. Dans la région d'Alto Amazonas, sept mille paysans et indigènes des ethnies shawi, cocama et cocamilla ont pris le port El Vado de Yurimaguas, paralysant le commerce et le transport terrestre et fluvial. Une cinquantaine de voitures ont fermé la route qui relie Bagua au district de Santa María de Nieva. Des membres de l'ethnie asháninka ont pris l'aéroport d'Atalaya, à Ucayali. Les peuples machiguengas de Bajo et Alto Urubamba, membres de COMARU, ont empêché la circulation de véhicules et le passage fluvial vers Bajo Urubamba. Le siège de la sub-région de Santa Clotilde, capitale du district du Napo, a été pris par des Kichuas et des Arabelas, avec l'aide de plusieurs quartiers et de la population de Santa Clotilde. Le cours du fleuve Napo a lui aussi été fermé à deux endroits, ce qui a compliqué encore davantage la circulation des bateaux entre Iquitos et la frontière de l'Équateur. Des centaines d'indigènes awajún et wampis ont marché vers les stations n° 5 et n° 6 de Petroperú (qui fait partie de l'Oléoduc nord-péruvien) et s'y sont postés. Sur la Place d'Armes de Jaén, la population de la ville de Baguá a commencé une manifestation silencieuse pour protester contre la politique du gouvernement de García. Les peuples quichuas de l'Alto Putumayo, à la frontière de la Colombie, ont rejoint la grève de l'Amazonie, et les communautés andines ont organisé des journées de protestation pour appuyer leurs frères amazoniens [7]. Thomas Quirynen, collaborateur de Catapa dans le Sud, a rapporté que trois stations pétrolières (les numéros 5, 6 et 7) ont été occupées par les manifestants par suite directe de la radicalisation de la grève ; cette action a fait suspendre le pompage de pétrole brut (voir l'article complet et des photos sur <http://www.wrm.org.uy/countries/Peru/strike.html>).

Néanmoins, les plaintes des peuples amazoniens ont été ignorées par le gouvernement et la plupart des médias ne rapportent pas ce qui se passe vraiment. Depuis le 9 mai, presque tout le territoire amazonien est en état d'urgence, ce qui facilite la violation des droits de l'homme des habitants de l'Amazonie qui luttent pour leur vie contre la menace que représente l'avancée effrénée des entreprises pétrolières, minières, gazières et forestières.

Le 10 mai, le président Alan García a ordonné la répression des indigènes awajun et wampis qui protestaient sur le pont de Corral Quemado, à Bagua Grande. Les manifestants ont été dispersés au moyen de bombes lacrymogènes, de balles et de coups. Il y a eu dix personnes blessées, sept arrêtées et plusieurs disparues. Quelques petites radios de la région amazonienne ont été fermées. La marine de guerre a attaqué les canoës fragiles des indigènes qui avaient tendu un câble en travers du fleuve pour empêcher le passage des bateaux pétroliers.

Des organisations indigènes, paysannes et agricoles de tout le pays ont annoncé qu'elles allaient durcir ces mesures « jusqu'à ce que les décrets législatifs 994, 1064, 1020, 1080, 1081, 1083, 1089, 1060 et 995, ainsi que la Loi sur les ressources hydriques, soient dérogés » [8]. « Bien que ces normes aient déclarées inconstitutionnelles par le Tribunal constitutionnel et par la Commission multipartis du Congrès, il manque la volonté politique de les déroger », ont déclaré les organisations indigènes qui participent à la Rencontre national andine amazonienne qui aura lieu ce mois-ci à Puno, en préparation du 4^e Sommet continental des Peuples et Nationalités indigènes de l'Abya Yala. Elles ont convoqué les communautés indigènes de tout le pays à adhérer au « Levantamiento Nacional » qui aura lieu à partir du 7 juillet.

Le témoignage d'un autre ami péruvien dont nous tairons l'identité reflète la situation dans laquelle ils se trouvent : « Je suis un des dirigeants de cette grève et j'ai été menacé de mort. Cela n'a pas d'importance ; je suis prêt à mourir pour mes frères, mes enfants et le monde. Nous avons besoin de faire connaître notre lutte dans le monde entier. Aidez-nous à sauver la planète. Nous n'avons aucun soutien économique, nous faisons ce que nous pouvons. Avec nos frères shawis, aguarunas et

wambiasas, nous n'allons pas fléchir. S'il le faut, nous allons sacrifier notre vie pour défendre nos terres et nos forêts. Soyez donc, nos amis, notre voix dans le monde. Mille mercis au nom de notre mère la nature ».

[1] "Perú: FIDH insta derogar DL que atentan contra la Amazonía", Servindi, <http://www.servindi.org/actualidad/11439>.

[2] "Perú: Congreso aprueba Informe que deroga decretos legislativos", Servindi, <http://www.servindi.org/actualidad/11357>.

[3] "Perú: Estado de emergencia contra los pueblos indígenas amazónicos", Servindi, <http://www.servindi.org/actualidad/opinion/11436>.

[4] "Perú: García autorizó inversión de Perenco por \$2 mil millones en Loreto", Servindi, <http://www.servindi.org/actualidad/11155>.

[5] "Perú: AIDSEP y Ejecutivo crean Mesa de Diálogo para atender demandas de indígenas amazónicos", Servindi, <http://www.servindi.org/actualidad/10713>.

[6] Informations apportées par AIDSEP, <http://www.aidesep.org.pe>.

[7] "Perú: Amazónicos inician paro indefinido por incumplimiento del Congreso", Servindi, <http://www.servindi.org/actualidad/10257>.

[8] "Perú: Andinos y amazónicos acuerdan radicalizar protesta", Servindi, <http://www.servindi.org/actualidad/11414>.

Source : Bulletin WRM Mai 2009